

Retour à la case départ

Août 2026

*Par Madame le Professeur émérite Françoise THIBAUT,
Membre correspondant de l'Institut de France*

Sommes-nous tellement stupides ?

Au printemps 2019 nos « lumineux décideurs de l'État central » invitèrent les populations fatiguées à rédiger des Cahiers de Doléances destinés à éclairer lesdits décideurs pour aboutir dans la foulée réformatrice à un Grand Débat National. Que sont-ils devenus ? Ont-ils été lus, utiles ? Ont-ils été remisés dans un grenier ministériel ou dans la poubelle d'une DATA dévoreuse de coûteuse énergie ?

Six ou sept ans plus tard, vu le délabrement général et l'accumulation des impasses, le risque de nouveaux Cahiers revendicatifs resurgit, assorti, cette fois, du fantôme de l'impôt « exceptionnel », si joliment réinventé en 1974.

Excédé autant que terrifié par les colères populaires récurrentes de plus en plus violentes sévissant dans son Royaume, Louis XVI décida – conseillé par un entourage pétrifié – de réunir ses sujets en États Généraux, ce qui n'avait pas été fait depuis 1614. Ce fût rapide, un peu bâclé, entre Janvier et Mai, dans un pays ravagé de sécheresse, de disette, de pauvreté, malade et couvert de dettes.

Émeutes, jacqueries, entretiennent une violence sournoise, omniprésente. Il est temps de réagir. Les royales lettres de convocation, prévoient des élections à ces États, mais en maintenant la représentation par « Ordres » : Noblesse-Clergé -Tiers, ce dernier doublé, dans sa royale bonté car « la force vive de la Nation », mais sans envisager une égalisation généralisée de la condition des administrés.

Que réclament les Français ? **Moins d'impôts et de taxes. La réforme des institutions, davantage de justice et de liberté.** Le 5 Mai, en présence du Roi, s'ouvrent les États tant attendus. Tardive et courageuse décision.

Il semblerait – 230 ans plus tard (et un peu plus) – que pas grand-chose n'ait changé. Que réclament les bonnets et gilets jaunes et rouges, les sinistrés en tous genres, les agriculteurs rescapés de l'oubli, les entrepreneurs exténués, les muets et les anonymes, les agités braillards ? **Moins d'impôts et de taxes, une réforme des institutions, plus de justice et de liberté.**

Donc, **retour à la case départ** : Toutes nos tergiversations, nos changements de régimes (record mondial) et de leaders, notre électoralisme effervescent, nos élites cloisonnées, n'ont rien changé à un contexte social et financier constant, encore plus dense et plus complexe : le tissu social est toujours le même, quel que soit la sauce à laquelle de passagers décideurs l'accromodent.

Le Royal effort de 1789 se termina en stériles chamailleries, miné par une révolte grandissante : l'apparent désordre cachait néanmoins un gigantesque travail de « refondation » : l'abolition des privilèges et des droits féodaux dès la Nuit du 4 Août¹, la constitution du Tiers en Assemblée Nationale, la libéralisation progressive du travail et « l'invention » d'une Déclaration de droits en 17 articles fondateurs assortie d'une monarchie parlementaire sur le modèle Anglo-nordique.

Nous semblons aujourd'hui bien incapables de cette vision « universelle et de long terme », bétonnés que nous sommes devenus dans l'abrutissement techno.

Certes, le projet parlementaire modéré fut englouti 2 ans plus tard par la proclamation d'une République Une et Indivisible habillée de Terreur...On connaît la suite. Mais les trajectoires basiques d'égalisation des conditions, de liberté de penser, de circuler, d'entreprendre, d'intégrer les opposants dans un système d'Assemblées communes est toujours resté vivace, a survécu à toutes les erreurs et voies incertaines.

En 2019 le sursaut de doléance demandait une écoute honnête et patiente d'une population déçue, exténuée par la surdité de ses gestionnaires, un Cambacérès pour écrire un droit simple, adapté à une évolution de long terme, un Condorcet pour croire au progrès, un Sieyès² pour imposer un Régime cohérent tout en « cherchant un sabre » ? Nous avons peut-être un mini-Danton (il s'apparente plutôt au Jérémie Mes-nerfs-lâchent de *Signé Furax*),³ quelques Marianne édulcorées ...Où allons-nous, coincés entre un électoralisme hystérique et une Europe mastodonte.

¹ Le vote de la Nuit du 4 Août est le véritable début de la Révolution en établissant l'égalité de tous les citoyens assortie de la liberté d'expression. En fait notre véritable Fête Nationale. La date du 14 Juillet fut votée en 1879 par une Assemblée nationale revenue de Versailles, à peine rétablie après le grand désordre communard, Dufaure étant 1^{er} ministre. Il était nécessaire de créer un « évènement rassembleur », mais avec prudence, assorti de la Marseillaise pour Hymne national.

² « *Siéyès, la clef de la Révolution française* » par Jean-Denis Bredin, 1988 chez de Fallois. On n'a rien écrit de meilleur sur ce personnage aussi peu connu que fondamental.

³ *Signé Furax*, émission radiodiffusée avec grand succès de Francis Blanche et Pierre Dac entre 1956 et 1969

Notre époque ressemble étrangement au Directoire⁴ – l’ultime soubresaut de la Première République- mélange éphémère d’autoritarisme et de confusion : une Assemblée sans majorité, fantomatique incapable, un Exécutif proie des ambitions de petits chefs, des caisses vides voisinant avec une opulence malvenue, une population disparate et violente, l’inapplication de mesures que personne n’a le temps de mettre en œuvre et l’accumulation de malheurs climatiques et sociaux. La porte de sortie fut aléatoire et surprenante, mais, à ce jour, nous n’avons pas d’Italie à piller ni d’enrôlement obligatoire des insoumis....

De fait, nous entrons, doucement mais certainement, dans une période de grandes turbulences, lesquelles nous échappent en partie, car venues d’ailleurs ou climatiques.

Si nos décideurs ont un minimum de cervelle, le fatras stérile et les gesticulations devraient voir un terme avec quelques « urgences » simples : l’Abandon du délire fiscal, l’Adoption d’un modèle stimulant et non punitif, de long terme, à échéances échelonnées afin de raviver la continuité de la cohérence sociale dans un effort raisonnable. Dans cet élan, en ayant réduit le caractère ultra dépensier de l’État central, il sera possible de propulser l’investissement, et ce faisant, de recréer l’amour du travail, de revaloriser rémunérations et retraites.

L’État Central coûte trop cher parce qu’il s’occupe de tout et de n’importe quoi. Or, ce n’est pas son rôle : l’État est là pour incarner et gérer le Régalien⁵: Le Cadre juridique, les Finances, la Justice (troisième pouvoir), la Diplomatie, la Guerre. C’est tout. Et c’est déjà beaucoup. Il n’est ni une assistante sociale, ni une aide-soignante, ni un surveillant d’école, ni un distributeur de pourboires. Il y a confusion des rôles.

L’État Central entretient en permanence le fameux « millefeuilles » réglementaire et administratif, à grand renfort de circulaires, décrets et arrêtés émanant de réunions d’urgence, de comités spéciaux, et autres instances internes dans une constante opacité ; ils s’entrechoquent les uns les autres, bloquent à la fois l’initiative individuelle et les compétences locales. Avec l’usure du temps et des promesses non tenues (d’ailleurs intenables), nous avons de pseudos-chefs qui ont peur du peuple, vivent leur fragile mandat dans la crainte de déplaire, et une société, désormais informée, très diversifiée qui n’a aucune confiance en eux ; or le Pouvoir politique comme la Banque se construit sur *la confiance*...

⁴ Consulter un résumé éclairé, dû à l’historienne Christine Le Bozec « *La Première République 1792-1799* », première partie, 353 pages, Perrin éditeur

⁵ Droits fondamentaux de l’exercice du pouvoir venus de la toute puissance royale (regalis), elle-même issue d’une investiture solennelle.

La lucidité implique aussi un regard autre que gouvernemental. Tout émane de ce centre obèse, lui-même éparpillé en trop de personnel passager. Au-delà de 15 ministres, on ne décide plus rien. L'État parisien n'est pas pauvre : mais il utilise mal son argent qui s'engouffre dans des impasses dont il ne voit jamais la fin.

La France est une Nation, certes, mais très diverse, faite d'un assemblage quasi magique de terres, de ressources et de populations qu'il est impossible de gouverner correctement dans l'uniformité. Laisser vivre les Régions serait un bienfait ; elles auront plus ou moins de réussite, mais en seront pleinement responsables.

Mais il y a un risque : le monopole de l'État central fait « tout tenir ensemble »⁶. Si l'on retire l'étau centralisateur trop et trop vite, le risque est une Bretagne indépendantiste, un Languedoc revanchard, des Alpes italianistes....La recette de plus d'initiative doit s'accompagner d'autorité dans la durée...

Il est surtout urgent d'aborder avec respect et considération les 2 extrémités du corps social : les plus jeunes et les plus âgés : ne plus les voir comme une charge (surtout financière) mais en faire un espoir et des alliés. Là aussi, laisser le « local » s'occuper des siens : les gens de terrain ont la réalité pour outil de travail.

Au passage, il serait peut-être sain de rendre à l'E.N.A. son rôle original (Ordonnance du 9 Octobre 1945) destiné à former des administrateurs civils et surtout le corps préfectoral ; et non de fabriquer une chefferie animée d'une vision sociale numérique et d'un vocabulaire standardisé. La mentalité énarque est souvent celle du « circuit fermé » centralisateur...un désastre programmé. Et ce n'est pas en modifiant l'intitulé d'une Institution que l'on change la donne.

Pour l'heure, dans le cafouillage mondialisé, que faire avec nos petits Princes administrativo-politiques à proposer ? Ont-ils la carrure d'un « chef d'État » ? Ont-ils une vraie ambition nationale sur 10, 20 ou 30 années, une France meilleure à proposer aux générations nouvelles ? Leur cerveau ne va pas au-delà de la prochaine échéance, praticiens expérimentés de la « bibipromotion »⁷, au maximum à horizon 5 années (que peut-on construire en cinq années dans un pays aussi déglingué ?). Après ? Rien. Pas de « vision » ni de programme dans la réalité, les rituelles phrases fumeuses, les promesses sans ossature, auxquelles ils ne croient pas eux-mêmes. Que peut-on espérer ?

⁶ Formule idéale du philosophe allemand Jurgen Habermas, analyste de l'École de Francfort. Lire sa *Théorie de l'agir communicationnel* (1981)

⁷ Expression émanant fort à propos d'une bande dessinée.

Pour l'instant, les citoyens et le pouvoir pataugent dans d'insupportables contradictions. LE TOUT ÉTAT n'est plus adapté : l'État -providence est devenu l'État-carcen : il fait des citoyens des assistés ou d'éternels surexploités, (hors nos fameuses élites). Les générations en marche doivent pouvoir dépasser l'enlisement.

Une ambition démocratique et libérale vieille de plus de 230 années peut avoir du plomb dans l'aile, surtout confrontée aux « nouvelles technologies », aux réseaux sociaux, à la haine mondialisée, aux géants économiques, au spectacle permanent de la violence. Mais elle garde ses qualités philosophiques et sociales, une énergie sans faille pour les mettre en œuvre. Même si Les Lumières appartiennent à un autre monde.

Bref, entre Don Diègue et la Castafiore, quel chantier !